

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES - CCAP**

*MAPA en application des articles L2123-1 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et l'article R2123-1 du décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.*

**Administration contractante :**

**INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE POUR L'AGRICULTURE,  
L'ALIMENTATION ET L'ENVIRONNEMENT**

**Etablissement public de l'Etat à caractère  
Scientifique et Technologique**

### **OBJET**

## **MISSION DE VERIFICATION PERIODIQUE REGLEMENTAIRE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES**

**Tous les lots**

**Centre de Recherches Clermont-Auvergne-Rhône-Alpes  
63122 Saint-Genès-Champanelle**

Version	Indice	Date d'émission	Document rédigé par	Relu et corrigé par	Validé par
BETA	0	08/01/2025	A COMBRE	J PLANCHAT	
FINALE	1	10/01/2025		A COMBRE	B TERSIN
REVISÉ	1				

## **ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE**

### **1.1 Objet**

Le présent marché a pour objet la mission de vérification périodique réglementaire de l'ensemble des installations électriques du centre INRAE Clermont-Auvergne-Rhône-Alpes. Il a pour but d'assurer la vérification périodique annuelle des établissements soumis au code du travail.

Cette vérification sera réalisée selon l'article R.4226-14 à R.4226-19, R.4226-21 et R.4722-26 à R.4722-28 du code de travail.

La méthode, l'étendue et la périodicité de la vérification des installations sera conforme aux prescriptions de l'arrêté du 26 décembre 2011 et tiendra bien sur compte de l'INS REF 26 version 7.

### **1.2 Décomposition en lots**

La présente consultation se décompose en 7 lots :

- **Lot n°1** : Vérification périodique réglementaire de l'ensemble des installations électriques du site de Theix – 63 122 SAINT GENES CHAMPANELLE
- **Lot n°2** : Vérification périodique réglementaire de l'ensemble des installations électriques du site de Crouel – 5 chemin de beaulieu - 63100 CLERMONT FERRAND
- **Lot n°3** : Vérification périodique réglementaire de l'ensemble des installations électriques des bâtiments INRAE du site des Cézeaux - 9 av Blaise Pascal - 63178 AUBIERE
- **Lot n°4** : Vérification périodique réglementaire de l'ensemble des installations électriques du site de Marcenat – La Borie - 15190 MARCENAT
- **Lot n°5** : Vérification périodique réglementaire de l'ensemble des installations électriques du site de Laqueuille – Les Razats - 63820 LAQUEUILLE
- **Lot n°6** : Vérification périodique réglementaire de l'ensemble des installations électriques du site d'Aurillac – 20 cote de Reyne - 15000 AURILLAC
- **Lot n°7** : Vérification périodique réglementaire de l'ensemble des installations électriques du site de Montoldre – Les Palaquins – 03150 VARENNES SUR ALLIER

**Chaque candidat peut répondre à la totalité des lots ou à un seul des lots.**

### **1.3 Prestations Supplémentaires Éventuelles Obligatoires**

La présente consultation comprend 2 prestations supplémentaires éventuelles obligatoires :

- **PSEO1** : Fourniture d'un rapport complet (papier et pdf) pour les années N, N+1, N+2 et N+3.
- **PSEO2** : Fourniture sous format base de données des rapports avec obligatoirement une extraction possible en format CSV et la formation à l'exploitation de la base.

### **1.4 Tranches Optionnelles**

Le présent marché ne comprend pas de tranches optionnelles.

## **ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- 1) L'Acte d'Engagement et ses annexes (DPGF remis par le titulaire en annexe 1) propre à chaque lot,
- 2) Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières du 08/01/2025,
- 3) Le Cahier des Clauses Techniques Particulières du 08/01/2025,
- 4) Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG FCS), Issu du texte n°18 de l'arrêté du 30 mars 2021.
- 5) Le mémoire du candidat.

## **ARTICLE 3 - DURÉE DU MARCHE**

La durée du présent marché est de 4 ans fermes à compter de sa date de notification.

## **ARTICLE 4 - MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE**

4.1 La prestation sera à réaliser aux heures et jours prévu lors de la planification. L'accueil journalier sera réalisé par un représentant INRAE du centre Clermont-Auvergne-Rhône-Alpes.

4.2 Le planning des vérifications sera établi entre le titulaire et INRAE. Ce planning tiendra compte de l'organisation et des contraintes INRAE. En tout état de cause sauf accord expresse du pouvoir adjudicateur, le délai de réalisation des vérifications par site, entre le début des vérifications et la fin des vérifications ne pourra être supérieur à deux mois.

4.3 A l'issue de la mission de vérification des installations électriques, le titulaire remettra à INRAE les rapports, détaillant les éléments définis par l'arrêté en vigueur.

## **ARTICLE 5 - OPERATIONS DE VERIFICATIONS-INFRACTIONS**

### **5.1 Vérifications**

Les vérifications des interventions et de la qualité des prestations sont effectuées dans les conditions prévues à l'article 21 du CCAG FCS.

Ces vérifications ne donnent pas lieu, le cas échéant, à décision d'admission par dérogation aux articles 28.2, 29.2 et 30.1 du CCAG FCS.

### **5.2 Manquements**

Tout manquement aux clauses et conditions du présent marché donnera lieu à l'application de pénalités comme défini à l'article 7 du présent CCAP.

Les manquements seront constatés par la Personne chargée du suivi technique du marché ou toute autre personne d'INRAE habilitée, sous la responsabilité du représentant du pouvoir adjudicateur.

## **ARTICLE 6 - LE PRIX**

Les prix sont détaillés dans la Décomposition des Prix Globale Forfaitaire (DPGF) annexé à l'acte d'engagement.

### **6.1 Révision des prix du présent marché**

#### 6.1.1 Mois d'établissement des prix

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur au cours du mois de remise des offres soit Février 2025. Ce mois est appelé mois M0 (mois zéro).

#### 6.1.2 Modalités de révision des prix

Les prix sont fermes pour la première année du marché à compter de la notification. Les prix sont ensuite révisibles annuellement selon la formule suivante :

$$\mathbf{P = P(0) \times IPC (1) / IPC (0)}$$

Dans laquelle :

**P** = Le montant hors taxe du prix révisé de la prestation

**P(0)** = Le montant hors taxe initial de la prestation

**IPC (1)** = La valeur de l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Construction (NAF rév. 2 section F) - Base 100 en décembre 2008 - **Identifiant 001565188, du mois de la date de l'exigibilité de la révision.**

**IPC (0)** = la valeur de l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Construction (NAF rév. 2 section F) - Base 100 en décembre 2008 - **Identifiant 001565188, du mois de la date de remise des offres.**

Les tarifs pourront être revus à la hausse comme à la baisse.

**6.2 Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant tous les matériaux nécessaires à la réalisation des contrôles, tous les frais, charges, fournitures, matériels et sujétions du titulaire.**

## **ARTICLE 7 - PENALITES**

### **7.1 Pénalités de retard sur le délai d'exécution**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, le titulaire encourt des pénalités de retards égales à 1/1000 du montant global de chaque bon de commande par jour de retard sur le délai d'exécution de la prestation à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 1000$$

Dans laquelle :

**P** = le montant de la pénalité ;

**V** = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

**R** = le nombre de jours de retard

## **7.2 Pénalités afférentes au travail dissimulé**

Lorsqu'il ne respecte pas ses obligations déclaratives afférentes à la lutte contre le travail dissimulé telles que définies aux articles L8221-3 à L8221-5 du code du travail, le titulaire encourt une pénalité égale à 10 % du montant du marché et ne pouvant excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail. Le pouvoir adjudicateur peut également, en lieu et place de cette pénalité, décider de résilier le marché pour faute sans indemnités.

## **7.3 Plafond des pénalités**

Le plafond général des pénalités applicables au présent marché est égal à 20% du montant global des prestations commandées par INRAE.

## **ARTICLE 8 – AVANCE**

Le titulaire bénéficie d'une avance, dans les conditions des articles R2191-3 et R2191-5 du décret n°2018-1075 précité, si le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et si le délai d'exécution est supérieur à 2 mois. Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant initial TTC du marché.

Le montant de l'avance est fixé à 10 % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une Petite et Moyenne entreprise (PME) au sens de la recommandation de la commission européenne, à savoir qu'elle emploie moins de 250 personnes et que son chiffre d'affaires n'excède pas 50 millions d'euros ou son bilan n'excède pas 43 millions d'euros.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint soixante-cinq pour cent (65%). Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint quatre-vingt pour cent (80 %).

## **ARTICLE 9 - PAIEMENT**

Le paiement intervient dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement par INRAE, après attestation du service fait par le service acquéreur.

## **ARTICLE 10 - FACTURATION - MANDATEMENT ET PAIEMENT**

Conformément à la loi n°2014-1 du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

A l'heure actuelle, la transmission par le créancier de sa demande de paiement ne peut être prise en compte par INRAE que par dépôt au format **pdf** sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures seront établies en un original selon les règles prévues par la comptabilité publique. Elles comprendront outre les mentions légales, les renseignements suivants :

- Le numéro SIRET du centre INRAE bénéficiaire
- Le numéro du marché
- Les prestations réalisées ou fournitures livrées
- le numéro du bon de commande
- Le montant HT des prestations ou fournitures
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant total TTC

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Président du Centre INRAE Clermont-Auvergne-Rhône-Alpes.

Le paiement sera effectué par virement administratif au compte indiqué par le titulaire (RIB joint).

Le délai global de paiement est de 30 jours maximum à compter de la réception de la facture dans les formes prescrites.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Une indemnité forfaitaire de 40 € correspondant aux frais de recouvrement sera versée.

## **ARTICLE 11 – RESPONSABILITÉ SOCIETALE ET ENVIRONNEMENTALE**

Les stipulations de l'article 7 du CCAG/FCS sont applicables, sauf dérogation figurant ci-dessous.

Par dérogation à l'article 7.2 du CCAG/FCS, toute nouvelle disposition législative en matière de protection de l'environnement s'applique de plein droit au marché sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant sauf pour le cas où cette législation entraîne des prestations indispensables supplémentaires.

### **11.1 Close sociale**

Il sera apprécié que le candidat mette en place la « **Clause Sociale de Formation sous statut scolaire** » (CSF). Cette clause vise à ce que le titulaire du marché accueille, en stage, pour un nombre d'heures prévu, un élève en situation de décrochage scolaire.

Cf [Clause Sociale de Formation sous statut scolaire \(CSF\) - La clause verte](#)

## **11.2 Close environnementale**

Le pouvoir adjudicateur portera une attention particulière aux offres prenant en compte le développement durable :

- Utilisation de véhicules verts,
- Regroupement des contrôles sur chaque site afin de limiter le nombre de déplacements,
- ...

## **ARTICLE 12 - RETENUE DE GARANTIE**

Le titulaire est dispensé de retenue de garantie.

## **ARTICLE 13 - ASSURANCE**

Le titulaire devra pouvoir justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée garantissant sa responsabilité civile pour dommages de toute nature causée aux tiers du fait d'accidents ou d'incendie :

- par son personnel salarié en activité de travail,
- par ses matériels d'industrie, de commerce, d'entreprise ou d'exploitation,
- du fait d'un événement engageant la responsabilité de l'entreprise après la livraison du matériel.

## **ARTICLE 14 - LITIGES**

En cas de litige, les parties s'efforceront de trouver une solution amiable à leur différend.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque raison que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre INRAE et le Titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

A défaut, le Tribunal Administratif de Clermont-Fd est seul compétent.

## **ARTICLE 15 - RESILIATION**

Il sera fait application des articles 38 à 44 du CCAG FCS.

## **ARTICLE 16 - DEROGATIONS**

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG FCS, le présent CCAP n'établit pas la liste des articles du CCAG FCS auxquels il est dérogé.